

Les intouchables d'État

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGAUDELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

20 avril 2018

Lors de la dernière campagne présidentielle, Emmanuel Macron a proposé un improbable ni droite ni gauche. Beaucoup ont entrevu la mise en place d'une politique autant sociale que libérale. Cette perspective les a fait rêver d'un équilibre qui relevait du miracle ou de la prestidigitation. L'équilibre est une vue de l'esprit. Le monde penche toujours d'un côté. Le discours sur la nécessaire contribution des collectivités locales à la réduction du déficit budgétaire de la France est recevable. Il le serait davantage si pendant la mise en place de cette politique de restriction budgétaire des collectivités, les mandarins de la fonction publique d'État, ne croquaient allègrement dans le fromage. Dans un référendum daté du 20 décembre 2017, la Cour des comptes évoque à leur endroit, des pratiques indemnítaires irrégulières, des rémunérations sans fondement légal.

Dans un livre intitulé "Les Intouchables d'État, bienvenue en Macronie", (éd. Robert Laffont, janvier 2018), l'auteur Vincent Jauvert, journaliste au *Nouvel observateur*, affirme que 150 cadres de Bercy gagnent plus de 150 000 euros par an. Un salaire plus élevé que celui de François Hollande du temps où il était président. Quelques-uns gagnent encore davantage. Gérald Darmanin a beau s'engager "*à procéder sans délai aux régularisations nécessaires et à poursuivre la réduction des écarts de rémunérations*", rien n'y fera. La Cour des comptes avait déjà mené deux enquêtes auparavant sur les salaires à Bercy, la première publiée en 2010 et la seconde en 2011. Elles avaient déjà relevé les hauts salaires, le caractère irrégulier des primes et des indemnités versées dans les ministères financiers.

Il faudra s'accommoder de cette différence de traitement. En revanche, cette élite de hauts fonctionnaires qui travaillent aux mesures de restrictions budgétaires appliquées aux autres, ces premiers de cordée dont on ne doit pas entraver l'ascension, ces politiques qui ne jurent que par le profit, devrait s'interroger sur le sort de ceux qui n'ont pas une vie

aussi belle que la leur. Surtout lorsqu'ils participent à la mise en place de mesures douloureuses pour le plus grand nombre. Ce qui ne veut nullement dire qu'en bas de l'échelle certains "assistés" – selon le mot consacré — ne profitent pas eux aussi du système. C'est juste une question d'échelle.